

À défaut d'avoir une majorité, Emmanuel Macron réussit à diviser la gauche

La tentative de discussion avec l'Élysée a galvanisé le PS, réuni autour de la rupture stratégique avec Jean-Luc Mélenchon. Chez les Écologistes, en revanche, les zigzags de la direction ont brouillé les lignes. Et au PCF, la crise est ouverte avec Fabien Roussel.

[Mathieu Dejean](#) et [Pauline Graulle](#)

10 décembre 2024 à 20h54

Emmanuel Emmanuel Macron aura au moins réussi une chose : semer la zizanie à gauche. En invitant toutes les forces politiques ayant « *indiqué se placer dans une logique de compromis* » à une réunion à l'Élysée mardi 10 décembre – à l'exception de La France insoumise (LFI) et du Rassemblement national (RN) –, le président de la République a mis un nouveau coup de boutoir dans la fragile alliance du Nouveau Front populaire (NFP).

En fin d'après-midi, les dirigeants des trois partis de gauche – Parti socialiste (PS), Parti communiste français (PCF) et Les Écologistes – sont sortis bredouilles de leur rendez-vous avec le chef de l'État. « *Il faut... arrêter les réunions à l'Élysée* », a même conclu la présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, Cyrielle Chatelain, estimant que deux options s'offraient désormais à Emmanuel Macron : nommer un premier ministre issu de la force arrivée en tête aux législatives de juin ou s'exposer à une nouvelle motion de censure.

Un épilogue aux airs de retour à la case départ, après une semaine de tensions à gauche sur la meilleure manière d'aborder l'après-censure, laissant les partis jusqu'ici coalisés dans le NFP éparpillés façon puzzle. Au lendemain de la chute de Michel Barnier, les socialistes ont été les premiers à accepter de se rendre à une réunion à l'Élysée pour discuter d'un accord de non-censure d'un gouvernement de gauche, entraînant derrière eux Les Écologistes et le PCF. De quoi ouvrir un gouffre au sein du NFP, LFI excluant toute logique de compromis avec le pouvoir.



Boris Vallaud, Olivier Faure et Patrick Kanner à la sortie de l'Élysée le 10 décembre 2024.
© Photo Thomas Samson / AFP

Ces derniers jours, les passes d'armes entre les différents responsables de gauche se sont multipliées. « *Qu'allez-vous faire dans cette galère ? Vous êtes sur le point de vous asseoir à la table des négociations avec Gabriel Attal et Laurent Wauquiez !* », [exhortait](#) mardi le député LFI Paul Vannier, tandis que Jean-Luc Mélenchon [regrettait](#) que le PS, le PCF et les Écologistes fassent une « *coalition pour négocier avec les droites* ». Un peu plus tôt, le communiste André Chassaigne, président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) à l'Assemblée, et l'Insoumis Éric Coquerel [s'invectivaient](#) sur BFM, le premier accusant le second d'être « *favorable au chaos* ».

Crise ouverte au PCF...

L'annonce de la réunion élyséenne de mardi, en présence du parti Les Républicains (LR), a également fracturé l'intérieur des mouvements de gauche. Le matin même, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a provoqué un tollé en semblant faire de l'abrogation de la réforme des retraites une monnaie d'échange avec le pouvoir. « *Si, nous, on reste bloqués sur l'abrogation [...], on n'avancera pas* », [a déclaré](#) l'ancien député, qui [fait l'objet d'une enquête](#) du Parquet national financier (PNF).

« *On dirait le clergé décadent négociant les évangiles* », a réagi le député communiste Nicolas Sansu, qui [s'était déjà ému](#) la veille d'une première salve de déclarations de Fabien Roussel s'éloignant de l'abrogation. Dans la foulée lors d'une réunion au Sénat prévue pour discuter de l'après-censure, Fabien Roussel a eu l'occasion d'expliquer cette déclaration – qui [n'est pas la seule](#) qui pose problème en interne.

Huit député·es du groupe GDR et une douzaine de sénateurs et sénatrices communistes y ont assisté, dans une ambiance tendue. Ni le député Stéphane Peu ni le sénateur Pascal Savoldelli n'ont défendu Fabien Roussel. « *Unaniment, nous avons dit qu'il fallait arrêter de remettre en cause l'idée de l'abrogation de la réforme des retraites. On veut préserver l'unité* ».

du NFP quoi qu'il arrive », rapporte Nicolas Sansu. « Fabien s'est fait recadrer mais évidemment, il en fera bien ce qu'il veut », raconte un autre participant lassé de la godille politique de son chef de file.

De quoi creuser encore le fossé entre le secrétaire national et le groupe à l'Assemblée, composé quasiment pour moitié d'ultramarins rétifs à toute concession aux macronistes. Dans l'autre moitié, communiste « pur jus », là aussi, ça grince : *« Fabien Roussel a parlé d'un accord de non-censure d'un gouvernement qui va jusqu'à LR, mais on n'en a jamais parlé dans le groupe », rapporte la députée PCF Elsa Faucillon, qui ne « voi[t] pas comment le groupe communiste à l'Assemblée survivrait »* si la Place du Colonel-Fabien actait un accord dans le dos des parlementaires.

En dehors des député·es communistes, des cadres du PCF rapportent aussi, à la veille d'une « conférence nationale » (un mini-congrès) qui aura lieu samedi, une ambiance interne explosive. *« Quand on dit qu'il y a une ligne rouge, il ne faut pas la dépasser. Quelque part, Fabien la dépasse, et je ne suis pas d'accord avec ça », déplore Raphaëlle Primet, coprésidente du groupe communiste au conseil de Paris. Le courant unitaire du PCF, Alternative communiste, a quant à lui publié une lettre ouverte au secrétaire national l'appelant à « passer le relais » : « Fabien, permets-nous de te le dire avec gravité : cette voie [celle du “terrain d'entente avec Emmanuel Macron” – ndlr] est une trahison. »*

... et remous chez les Écologistes

Chez Les Écologistes, c'est aussi avec des yeux ronds que bien des militant·es ont observé les variations stratégiques de Marine Tondelier. Le 1^{er} décembre, elle publiait un appel à une [candidature commune](#) de la gauche en 2027 avec Lucie Castets. Mais quelques heures avant la motion de censure, la voilà qui appelait unilatéralement à des discussions avec l'ensemble des partis ayant participé au front républicain aux législatives, provoquant la perplexité de responsables du NFP.

L'aile gauche du parti, en particulier, n'est pas convaincue. [L'appel de l'ancienne ministre de l'écologie Cécile Duflot](#), directrice de l'ONG Oxfam, à une « coalition climat et sociale qui doit aller des Écologistes au bloc central », sans le RN ni LFI, a remis de l'huile sur le feu, certains écologistes craignant que les négociations avec Emmanuel Macron ne débouchent sur une séparation avec LFI. *« Ce n'est pas à une ONG de se positionner pour souhaiter une coalition allant de LR au PCF, en excluant le RN et LFI qui, par ce fait, sont assimilés, quoi que vous en disiez. Le périmètre partidaire ne vous regarde pas », a répliqué la sénatrice écologiste Raymonde Poncet.*

La liste de onze propositions prioritaires faisant office de base de discussion n'a également pas fait l'unanimité chez les Écologistes. De même que les réactions, plutôt optimistes, de Marine Tondelier et Cyrielle Chatelain à leur première rencontre avec Emmanuel Macron le 9 décembre. Marine Tondelier s'était dite « satisfaite de plusieurs choses » et Cyrielle Chatelain avait répondu positivement à la proposition de « nouvelle méthode » faite par Emmanuel Macron.

« C'est une chose de dire à Macron qu'en cas de premier ministre NFP, on s'engage à ne pas utiliser le 49-3, et qu'on ne peut pas appliquer tout le programme ; ç'en est une autre de discuter d'une plateforme programmatique. Il y a eu un recadrage après leur première

réunion », rapporte le député Hendrik Davi, qui siège dans le groupe écologiste à l'Assemblée.

Membre du bureau exécutif des Écologistes, Alain Coulombel se dit toutefois convaincu de la solidité des dirigeantes du parti : « *On ne va pas renouveler l'expérience Emma Cosse, qui disait qu'elle n'entrerait jamais au gouvernement, pour finalement le faire.* » Les tensions internes au NFP ont cependant été jugées suffisamment préoccupantes pour que deux petits partis proches des Écologistes, L'Après de Clémentine Autain et Alexis Corbière, et Génération·s publient, ce 10 décembre, des communiqués appelant à ne pas « *tomber dans le piège d'Emmanuel Macron* ».

Au PS, démelenchonisation express et unité retrouvée

Il n'y a guère que le PS que la période semble galvaniser. « *Parfait accord autour de la délégation qui rencontrera le président de la République !* », triomphait le député Pierre Pribetich, proche de François Hollande, au sortir de la réunion hebdomadaire du groupe à l'Assemblée, mardi matin. À l'autre bout du spectre socialiste, le « fauriste » Laurent Baumel se félicitait lui aussi de l'unité retrouvée à la faveur de l'échappée en solitaire du PS au lendemain de la motion de censure : « *On est dans une phase de désinféodation de Jean-Luc Mélenchon, et là-dessus, comme sur le fait que personne ne participera à une coalition avec la droite, tout le monde est d'accord* », soulignait l'ancien frondeur.

Au point que, fait inédit au moins depuis le [calamiteux congrès de Marseille](#) (Bouches-du-Rhône), un communiqué signé par tous les représentants des courants socialistes, y compris par les ennemis jurés du premier secrétaire, a été publié lundi pour fixer dans le marbre les « *exigences [des socialistes] pour construire un nouveau chemin [...] permettant de trouver une issue à cette situation de blocage préjudiciable aux Françaises et aux Français* ».

La semaine dernière n'a pourtant pas été un fleuve tout à fait tranquille pour le PS. Les hésitations d'Olivier Faure, [sur France Info](#), où il a semblé évoquer des « *concessions réciproques* », dans un accord comprenant la droite de Laurent Wauquiez, ont fait tordre le nez à certains de ses proches. Il a clarifié le lendemain.

Quelques jours plus tard, la formule absconse de Boris Vallaud à la question d'un journaliste de LCP lui demandant si la présence de Bruno Retailleau au gouvernement pouvait constituer une ligne rouge a aussi pu laisser songeur : « *Bruno Retailleau qui mène la politique de Bruno Retailleau, ce n'est pas possible pour nous* », a ainsi éludé le président du groupe socialiste, dans une vidéo abondamment relayée - et moquée - par certains Insoumis. « *Il ne voulait surtout pas avoir l'air d'entrer dans la discussion en demandant la tête d'untel ou d'untel* », déminait, mardi, son entourage, glissant que dans le fond, « *bien sûr, Retailleau, c'est no way* ».

Autrement troublantes, les nuances sémantiques entre les député·es du même groupe. Jérôme Guedj, revendiquant une « *suspension* » de la réforme des retraites, son collègue Arthur Delaporte revendiquant, lui, « *l'abrogation* » de la loi Dussopt... De là à voir se dessiner en creux les fissures qui pourraient vite réapparaître dans le parti ? « *La stratégie du PS est bonne, mais mal exécutée : les gens parlent trop, ils se font les porte-parole de Macron* », commente un écologiste.

Mardi matin, Laurent Baumel ne disait, dans le fond, pas vraiment autre chose : « *En réalité, s'il y a cette impression un peu brouillonne, c'est qu'on n'est pas tous carrés sur ce que signifie concrètement nouer un "accord de non-censure". Pour certains, comme moi, cela signifie une vraie reparablementarisation : ne pas censurer un gouvernement, quel qu'il soit, dès lors qu'il n'utilise pas le 49-3. Pour d'autres, la censure dépendra des avancées qu'on peut obtenir. Mais là-dessus, le débat devient complexe, y compris au PS, car il y a une infinité de nuances.* »

À lire aussi

[Après la censure, le peuple de gauche redoute la rupture du NFP : « Ils se tirent dessus en permanence »](#)

6 décembre 2024

[L'alliance avec la gauche : la solution dont Macron ne veut pas entendre parler](#)

5 décembre 2024

En attendant, le parti d'Olivier Faure a décidé d'une politique de petits pas. Quelques heures avant la réunion à l'Élysée, un membre de l'équipe dirigeante du groupe à l'Assemblée se montrait combatif : « *Il faut arracher tout ce qu'on peut arracher sur les retraites, la revalorisation des salaires... Les macronistes n'ont jamais été aussi faibles, Marine Le Pen est à poil. Et on a réussi à isoler les Insoumis et à fédérer autour de notre ligne les communistes et les Verts* », résumait-il, se fiant un peu vite aux déclarations de dirigeants de partis pas forcément en phase avec leur propre base.

Analyse radicalement inverse pour Jean-Luc Mélenchon. « *Je continue à avoir l'espoir qu'ils [le PS, les écologistes et les communistes - ndlr] n'aient pas la bêtise d'aller au bout de cette démarche [...]. Je parle au nom de millions de gens de toutes opinions, mais aussi de socialistes, de communistes, d'écologistes qui ne veulent pas participer à cette mascarade* », a-t-il lancé lundi soir, lors d'un meeting à Redon (Ille-et-Vilaine), convaincu d'être à la fin le seul et unique rassembleur.